

Rapport du conseil d’administration de Converium Holding AG au sujet de l’offre d’acquisition de SCOR S.A.

A. CONTEXTE DE L’OFFRE

Le 19 février 2007, SCOR S.A. Puteaux, France («SCOR») a annoncé publiquement qu’elle avait acquis une participation de 32,9 % dans le capital de Converium Holding AG («Converium»).

Lundi 26 février 2007, SCOR a publié une annonce préalable (l’«Annonce Préalable») conformément aux règles suisses sur les offres publiques d’acquisition et a annoncé préalablement une offre combinée d’échange et d’acquisition non sollicitée pour toutes les actions de Converium détenues par le public.

Le 5 avril 2007, SCOR a publié son prospectus d’offre pour l’offre combinée d’échange et d’acquisition pour toutes les actions de Converium détenues par le public (l’«Offre»). Selon cette Offre, SCOR offre pour chaque action de Converium 0,5 action émise par SCOR plus CHF 4 (le «Prix de l’Offre»).

B. RECOMMANDATION ET EXPLICATION

1. Recommandation du conseil d’administration de rejeter l’Offre de SCOR

Après un examen attentif, le conseil d’administration de Converium a unanimement décidé le 12 avril 2007 que l’Offre non sollicitée ne reflétait pas la valeur de Converium de manière adéquate et que l’intégration de Converium dans SCOR diminuerait la valeur de l’investissement de tous les actionnaires de Converium qui reçoivent des actions de SCOR comme part du Prix de l’Offre. Le conseil d’administration en a donc conclu que l’Offre n’était pas dans le meilleur intérêt de Converium et de ses actionnaires.

La direction ainsi que le conseil d’administration de Converium sont d’avis que Converium peut apporter plus de valeur à ses actionnaires que le Prix de l’Offre proposé, cela en continuant à livrer consistance et continuité dans le cadre de son modèle d’entreprise existant, c’est-à-dire en tant que réassureur international multi-line avec un accent géographique sur l’Europe, l’Asie-Pacifique, l’Amérique centrale et du Sud et le Moyen-Orient ainsi qu’une focalisation sur des lignes de spécialité globales.

Par conséquent, et pour les raisons décrites ci-dessous, le conseil d’administration, unanimement, vous recommande de rejeter l’Offre non sollicitée et de ne pas offrir vos actions aux conditions de cette Offre. Cette décision est entièrement soutenue par tous les membres du Global Executive Committee de Converium.

2. Motifs de la recommandation

Pour décider de la recommandation à prendre, le conseil d’administration de Converium a consulté sa direction ainsi que des conseillers légaux et financiers indépendants et a pris en compte de nombreux facteurs, notamment mais non exhaustivement les facteurs principaux suivants :

(I) Le timing opportuniste de l’Offre désavantage les actionnaires de Converium

– L’Annonce Préalable a été faite avant que Standard & Poor’s élève la notation financière à long terme de la Société à «A–» («strong») avec des prévisions stables et avant l’annonce par Converium de (i) ses résultats opérationnels substantiellement améliorés pour 2006 (les revenus nets des opérations continues de US\$ 215 millions étant plus de six fois supérieurs aux revenus nets de US\$ 34 millions pour 2005), (ii) sa road map de création de valeur à moyen terme pour générer un rendement du capital durable de 14 % d’ici à 2009 et (iii) son plan pour optimiser l’efficacité du capital en cherchant à obtenir l’accord des actionnaires pour restituer US\$ 300 millions à ces derniers au moyen de l’utilisation de capital hybride, et par conséquent l’Offre omet de prendre en compte ces développements positifs et substantiels.

(II) L’Offre sous-évalue Converium

- Le Prix de l’Offre représente seulement une prime de 12,3 % par rapport au cours de clôture des actions de Converium le dernier jour de bourse avant l’annonce publique par SCOR de l’acquisition de 32,9 % des actions de Converium (le 16 février 2007) et une prime de 16,0 % par rapport au cours moyen des actions pendant la période d’un mois précédant l’annonce par SCOR de son acquisition de 32,9 % des actions de Converium.
- En tenant compte du timing opportuniste de l’Offre et des informations publiées par Converium depuis le 16 février 2007 qui influencent la valeur des actions de Converium de manière substantielle, le Prix de l’Offre moyen qui en résulte représente un *discount* de 4,0 % par rapport au cours de clôture moyen des actions de Converium entre le 19 février 2007 et le 11 avril 2007.
- La prime qui résulte de l’Offre de SCOR est bien inférieure à toutes les primes observées lors de toutes les offres publiques d’acquisition non sollicitées significatives effectuées pour des sociétés suisses depuis 2005, comme par exemple (seul le dernier offrant étant nommé) Hexagon AB/Leica Geosystems AG (2005, offre au comptant/contre actions), Gatebrook Ltd/Sai Burgess Electronics Holding AG (2005, offre au comptant/contre actions), Liechtensteinische Landesbank AG/Bank Linth AG (2006, offre au comptant/contre actions) et Rank Group/SIG Holding AG (en cours, offre au comptant). Lors de ces quatre transactions, la prime moyenne le dernier jour précédant l’annonce initiale d’une offre était de 31,2 %, alors que l’Offre de SCOR représente une prime de seulement 12,3 % (en comparaison avec le taux de clôture des actions de Converium le 16 février 2007). En utilisant le cours de marché moyen pendant la période d’un mois précédant une annonce, la prime annuelle pour les transactions mentionnées ci-dessus était de 52,6 %, alors que l’Offre de SCOR représente une prime de seulement 16,0 %.

(III) L’Offre ne reflète pas entièrement la valeur à long terme du plan stratégique de Converium

- Le conseil d’administration et la direction de Converium sont d’avis que la réalisation de la road map de la Société pour générer un rendement du capital durable de 14 % d’ici à 2009 créera une valeur d’investissement à long terme plus élevée pour les actionnaires que le Prix de l’Offre.
- La hausse récente par Standard & Poor’s de la notation de force financière à long terme de la Société à «A–» («strong») avec des perspectives stables confirme que les risques liés à la réalisation de la stratégie de la Société si celle-ci reste indépendante sont minimes.
- Conformément à la stratégie de Converium de rendre de la valeur à ses actionnaires et conformément à l’approche de gestion active du capital poursuivie par Converium, le conseil d’administration de Converium a proposé une réduction de la valeur nominale des actions de CHF 5 chacune à CHF 2.50 par action, qui devrait être approuvée par les actionnaires de Converium lors de l’assemblée générale ordinaire du 10 mai 2007. Si la réduction est approuvée, il est prévu d’effectuer le paiement correspondant d’ici à mi-juillet 2007.

(IV) L’Offre entraîne de substantiels risques commerciaux, d’intégration et d’exécution qui mettent en danger la valeur des actions SCOR, qui représentent environ 80 % du Prix de l’Offre.

- L’Offre entraîne des risques commerciaux substantiels : une acquisition pourrait entraîner le départ de clients désirant diversifier leurs fournisseurs de réassurance au lieu de concentrer leurs polices (et donc les risques) dans une seule société de réassurance. Une acquisition hostile pourrait augmenter ce risque de fluctuation, poussant les clients à annuler leurs polices de réassurance immédiatement suite à un changement de contrôle. Bien qu’il soit difficile de prédire le montant exact du volume de primes que nous perdrons si l’Offre hostile de SCOR aboutit, nous estimons qu’il pourrait s’agir d’environ US\$ 800 millions. Ce montant est basé sur notre hypothèse que si l’Offre hostile devait être exécutée, l’entité combinée perdrait jusqu’à environ US\$ 330 millions, ou 9 % du volume de primes généré par les secteurs non-life combinés de Converium et de SCOR (sans compter les primes découlant de nos joint ventures avec GAUM (défini ci-dessous) et MDU (défini ci-dessous) en raison du chevauchement des clients. Nous estimons également que nous pourrions perdre jusqu’à US\$ 110 millions en volume de primes découlant de souscripteurs clé et d’équipes de spécialistes de la souscription en raison des fluctuations potentielles des employés si l’Offre hostile devait être exécutée. Nous estimons de plus que si l’Offre hostile devait être exécutée, nous pourrions perdre encore US\$ 361 millions en revenus de primes découlant de nos joint ventures MDU et GAUM. Les contrats relatifs à ces joint ventures contiennent des clauses de changement de contrôle qui sont commentées brièvement ci-dessous.
 - L’actif le plus important de toute société de réassurance est ses employés. La nature hostile de l’Offre peut entraîner des départs à tous les niveaux de la direction, des souscripteurs et d’autres spécialistes précieux, ce qui porterait une atteinte grave à la valeur d’exploitation de la société. Ces départs auraient également un impact négatif sur les synergies et augmenteraient le départ des clients.
 - La nature hostile de l’Offre n’est pas susceptible d’encourager une bonne intégration des deux sociétés, particulièrement en raison du fait que la direction de Converium est fortement opposée à la nature hostile de l’Offre de SCOR. En outre, selon les déclarations de Standard & Poor’s du 28 février 2007, si l’Offre hostile de SCOR aboutit, ce qui pourrait entraîner des risques d’intégration potentiels tels que Converium devant faire face à des pertes substantielles de personnel clé et/ou d’importants clients en Europe, les perspectives de Converium seraient probablement détériorées. Des informations disponibles au public montrent que les estimations de SCOR partent de l’idée que l’entité combinée n’atteindra le ratio d’adéquation des fonds propres pour une compagnie avec une notation Standard & Poor’s «A–» que difficilement à la fin de 2007. Cela veut dire que l’entité combinée mettra en danger sa notation si une catastrophe naturelle grave devait se développer dans la deuxième moitié de 2007, alors que Converium en tant qu’entité indépendante possède actuellement des fonds propres libres dans une large proportion. L’approche hostile de SCOR a été effectuée directement après son acquisition de Revios Rückversicherung AG, dont l’intégration dans les opérations de SCOR n’est pas encore terminée. Ce procédé ajoute des risques d’exécution et donc d’évaluation supplémentaires au Prix de l’Offre.
 - Les synergies opérationnelles que SCOR escompte de la combinaison seront très probablement difficiles à atteindre dans un contexte hostile et pourraient être réduites de manière substantielle si la valeur d’exploitation n’est pas préservée ou si la notation «A–» de l’entité combinée n’est pas atteinte ou est remise en question.
 - Le conseil d’administration et la direction de la Société pensent que l’Offre ne tient pas suffisamment compte au point de vue financier des risques opérationnels, d’intégration et d’exécution importants liés à la transaction, spécialement en raison du fait qu’environ 80 % du prix total offert aux actionnaires de Converium conformément à l’Offre est sous la forme d’actions SCOR, actions qui risquent de perdre une valeur substantielle en cas d’échec de l’intégration ou pour d’autres raisons.
 - Finalement, le fait que SCOR tienne à combiner les fonctions de CEO et de président du conseil d’administration de l’entité combinée contreviendrait à l’article 13 de l’Ordonnance sur la surveillance des entreprises d’assurance privées, qui stipule que le président du conseil d’administration d’une entreprise d’assurance ou de réassurance ne peut être en même temps président de la direction. Certes, l’Office Fédéral des Assurances Privées («OFAP») peut autoriser une exception à ces règles dans des cas extraordinaires, toutefois même si une telle exception devait être autorisée, combiner les positions de CEO et de président du conseil d’administration irait à l’encontre des standards de best market practice, ce qui pourrait nuire à la protection des actionnaires dans le contexte d’une intégration probablement délicate de Converium.
- #### (V) Il est douteux que l’entité combinée soit capable de générer une croissance plus forte, durable et profitable en comparaison de Converium sur une base indépendante.
- Selon les déclarations publiques de SCOR, SCOR escompte que le volume d’affaires de l’entité combinée croîtra à un taux de croissance plus faible que le taux de croissance de Converium si Converium devait continuer d’opérer en tant qu’entité indépendante. Par exemple, SCOR escompte que l’entité combinée augmentera son niveau de primes brutes de 7 % par année de 2007 à 2010, alors que nous pensons que Converium, si elle devait continuer d’opérer en tant qu’entité indépendante, croîtrait à un taux de 17 % par année dans les deux prochaines années grâce à notre capacité escomptée de pouvoir recouvrer une partie des opérations que nous avons perdues suite à notre baisse de notation en 2004 (environ 10 % par année) et grâce à de nouvelles opérations que nous prévoyons d’acquérir (environ 7 % par année).
 - Selon les déclarations publiques de SCOR, SCOR escompte pour l’entité combinée un rendement du capital plus bas que celui de Converium comme entité indépendante : environ 13 % par année pour SCOR (en prenant en compte les synergies qui sont délicates à réaliser dans le contexte d’une transaction hostile) par opposition à un rendement du capital durable escompté de Converium de 14 % grâce à une croissance organique. De plus, l’objectif de SCOR de 13 % n’est pas comparable à l’objectif de Converium de 14 % puisqu’il est basé sur un bilan post-transactionnel de SCOR sur lequel les fonds propres sont mesurés après déduction d’actifs incorporels importants alors que Converium calcule son rendement du capital sur les fonds propres en début d’année avant le paiement de dividendes et en tenant compte des actifs incorporels. Sur une base ajustée, le rendement du capital de SCOR apparaît donc comme bien plus bas : en nous basant sur des estimations de revenus consensuelles («consensus earning estimates») pour SCOR et Converium et en tenant compte des synergies opérationnelles annoncées par SCOR à la valeur qui leur est donnée par SCOR, nous estimons que le rendement du capital pro forma de SCOR calculé sur une base comparable à celle de Converium est d’environ 11 %.

- Selon les déclarations publiques de SCOR, SCOR anticipe un ratio d’adéquation du capital combiné qui atteint à peine le niveau requis pour une notation «A–» d’ici à la fin de 2007 avec une capacité hybride limitée, mettant par-là en danger la notation de SCOR en cas de développements défavorables ou augmentant la probabilité d’une augmentation de capital future pour financer sa croissance. Par contraste, Converium a une capitalisation forte et propose de rendre US\$ 300 millions à ses actionnaires en 2007, tout en préservant suffisamment de capital pour financer son plan stratégique.
- En 2006, Converium a prouvé qu’elle était capable de surpasser SCOR. En 2006, par exemple, Converium a augmenté ses revenus des opérations continues de 409 %, de US\$ 34 millions à US\$ 215 millions, ce qui est nettement supérieur à l’augmentation de 69 % de SCOR la même année (de EUR 242 millions à EUR 409 millions). De même, sur les 12 derniers mois, le prix des actions Converium a dépassé celui du SCOR d’une manière substantielle (une augmentation de 136 % pour Converium envers 109 % pour SCOR).

(VI) L’exécution de l’Offre présente des risques sérieux de perturbations commerciales qui seraient déclenchés par un changement de contrôle de Converium ou une possible baisse de notation future.

- Si l’Offre est exécutée, le groupe combiné aura un taux d’adéquation du capital plus bas que le taux dont Converium dispose actuellement en tant qu’entité indépendante, ce qui pourrait avoir pour résultat de futures baisses de notation. Si cela devait être le cas, certaines entités avec lesquelles Converium fait une partie importante de ses affaires auront le droit de mettre fin à tous contrats en cours avec nous en cas d’exécution de l’Offre ou de baisse de la notation, comme par exemple Global Aerospace Underwriting Managers Ltd («GAUM») et Medical Defense Union («MDU»).

(VII) L’Offre exclut de manière injuste une partie importante de l’actionnariat de Converium.

- Bien que SCOR ait déclaré avoir l’intention de traiter tous les actionnaires de Converium d’une manière égale, l’Offre prévoit expressément le contraire puisqu’elle se propose d’exclure les actionnaires aux Etats-Unis et dans certaines autres juridictions. Au vu de la croyance solide du conseil d’administration de Converium en un traitement égal des actionnaires de Converium et en l’importance primordiale d’une publicité entière et juste comme étant des éléments fondamentaux de toute décision des actionnaires, Converium a soumis une demande à la Commission des OPA pour requérir que toute offre de SCOR soit élargie aux actionnaires aux Etats-Unis, un groupe d’actionnaires qui, à notre avis, représente une partie importante des actions émises de Converium.

C. INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRES SELON L’ORDONNANCE SUR LES OPA (OOPA)

1. Membres du conseil d’administration et de la direction

- Le conseil d’administration de la société cible se compose des personnes suivantes :***
- Lennart Blecher, domicilié à Herrliberg, membre du conseil d’administration.
 - Detlev Bremkamp, domicilié à Munich, membre du conseil d’administration.
 - Dr. Markus Dennler, domicilié à Zurich, président du conseil d’administration.
 - Derrell J. Hendrix, domicilié à Londres, membre du conseil d’administration.
 - Rudolf Kellenberger, domicilié à Esslingen, vice-président du conseil d’administration.
 - Prof. Dr. Harald Wiedmann, domicilié à Berlin, membre du conseil d’administration.

- Le Global Executive Committee («GEC») est constitué des personnes suivantes :***
- Inga Beale, domiciliée à Zurich, CEO.
 - Paolo De Martin, domicilié à Zurich, CFO.
 - Jakob Eugster, domicilié à Risch, Executive Vice President for Standard Property & Casualty Reinsurance.
 - Christian Felderer, domicilié à Zurich, General Legal Counsel and Secretary to the Board.
 - Benjamin Gentsch, domicilié à Oberneunforn, Executive Vice President for Specialty Lines and Life & Health Reinsurance.
 - Dr. Markus Krall, domicilié à Pfäffikon, Chief Risk Officer.
 - Andreas Zdrenyk, domicilié à Winterthur, COO.

2. Conflits d’intérêts potentiels et paiements en cas d’acquisition

- Absence de conflit d’intérêts***
- Il n’y a pas de conflits d’intérêts selon l’article 31 OOPA.

Les membres du conseil d’administration n’ont pas été élus sur proposition de l’Offrant. Aucun des membres du conseil d’administration ou du GEC n’a d’accord ou de liens particuliers avec l’Offrant.

Etant donné que tous les membres du conseil d’administration et du GEC sont entièrement indépendants de l’Offrant, il n’a pas été nécessaire de prendre d’autres mesures pour s’assurer qu’ils sont indépendants de l’Offrant.

- Actions et options détenues par des membres du conseil d’administration et du GEC***
- Le tableau suivant montre la détention individuelle d’actions et de stock options permettant d’acheter des actions pour chacun des membres du conseil d’administration et du GEC de Converium au 12 avril 2007 :

Nom	Nombre d’actions acquises ¹	Nombre d’actions devenant acquises à l’exécution de l’Offre ²	Nombre d’options détenues non exerçables	Nombre d’options détenues exerçables	Prix moyen d’exercice pondéré (CHF)
<i>Membres du conseil d’administration</i>					
Lennart Blecher	1	–	–	–	–
Detlev Bremkamp	1	–	–	–	–
Dr. Markus Dennler (Président)	2 111	–	–	5 774	11.85
Derrell J. Hendrix	3 289	–	–	13 282	20.73
Rudolf Kellenberger (Vice Président)	2 111	–	–	5 774	11.85
Professor Dr. Harald Wiedmann	1	–	–	–	–
<i>Executive Officers</i>					
Inga Beale	40 603	46 594	35 091	21 014	15.80
Paolo De Martin	18 726	39 281	17 722	5 907	15.20
Jakob Eugster	–	10 784	–	–	–
Christian Felderer	27 882	44 413	48 219	62 265	14.65
Benjamin Gentsch	86 316	70 898	69 469	139 938	15.59
Dr. Markus Krall	–	32 340	19 494	6 498	15.20
Andreas Zdrenyk	23 400	45 063	38 012	50 165	14.80

¹ Nombre d’actions acquises et détenues au 12 avril 2007 sans tenir compte de l’exécution de l’Offre.
² Nombre d’actions devenant acquises immédiatement à l’exécution de l’Offre, sans tenir compte du nombre d’actions actuellement acquises, qui figure dans la première colonne.

Toutes les options qui ne sont pas encore acquises ou ne peuvent pas être exercées pour une autre raison seront immédiatement acquises et deviendront exerçables en cas de changement de contrôle, c’est-à-dire si un tiers acquiert plus de 33⅓ % de la totalité des droits de vote dans Converium dans le cadre d’une offre d’acquisition, ce qui sera le cas en cas d’exécution de l’Offre.

Les membres du conseil d’administration et du GEC ont actuellement l’intention de garder leurs actions Converium et de ne pas les proposer à l’acquisition dans le cadre de l’Offre.

- Paiements faisant suite à des situations de changement de contrôle***
- Les contrats de travail («Contrats de Travail») des membres du GEC (désignés ensemble dans ce paragraphe comme la «Direction Générale»), à l’exception du cas de Markus Krall, accordent certaines primes et bénéfices à la Direction Générale en cas de «situation de changement de contrôle», celle-ci étant définie dans les Contrats de Travail comme l’exécution d’une offre d’acquisition ferme pour plus de 33⅓ % du total des droits de vote dans Converium. Si, pendant la période de 12 mois suivant une situation de changement de contrôle, la Société résilie le Contrat de Travail d’un membre de la Direction Générale sans justes motifs (tels que définis dans le Contrat de Travail applicable) ou si ce membre de la Direction Générale résilie son contrat pour justes motifs (tels que définis dans le Contrat de Travail applicable), le membre de la Direction Générale aura droit aux paiements suivants, payables en une fois 120 jours à compter de la résiliation du contrat :

- a) un salaire de base (12 mois) calculé au plus haut des montants du salaire de base à la date de l’exécution de la transaction ou du salaire de base au moment où la résiliation est notifiée, et
- b) 100 % du montant dû en cas de réalisation de l’objectif personnel selon l’Incentive Plan en vigueur à la date de l’exécution de la transaction.

Les membres de la Direction Générale continueront également d’avoir droit à tous les bénéfices auxquels ils avaient droit jusqu’alors, y compris les bénéfices prévus dans les Contrats de Travail, pendant le délai de résiliation précédant la fin du Contrat de Travail effective. Le délai de résiliation pour les membres de la Direction Générale est de 6 mois, sauf pour Mme Beale and M. Krall, dont les délais de résiliation sont de 12 mois. Le Contrat de Travail de M. Krall prévoit que si M. Krall est licencié par la Société pour toute raison autre que des justes motifs (tels que définit dans son Contrat de Travail), il aura droit à une indemnité de rupture du contrat égale à deux fois son salaire annuel de base, payable dans les 30 jours suivant la résiliation. Comme mentionné ci-dessus, toutes les options et/ou actions accordées aux membres de la Direction Générale selon les plans de participation de Converium seront immédiatement acquises en cas de situation de changement de contrôle.

Une résiliation telle que décrite ci-dessus entraînerait les paiements au comptant suivants pour chaque membres de la Direction Générale :

Nom	Paiement in CHF ¹
Inga Beale	1 950 000
Paolo De Martin	962 500
Jakob Eugster	962 500
Christian Felderer	700 000
Benjamin Gentsch	988 750
Dr. Markus Krall	1 100 000
Andreas Zdrenyk	787 500

¹ En sus de ces montants, les membres de la Direction Générale ont droit à leurs bénéfices contractuels pendant toute la durée de leur délai de résiliation respectif, ainsi qu’aux avoirs de prévoyance professionnelle accumulés pendant ce temps-là conformément au plan de pension de Converium.

3. Contrats avec l’Offrant

Dans le courant normal de ses affaires, Converium effectue occasionnellement des transactions avec Revios Rückversicherung AG, une filiale détenue à 100 % par SCOR. A ce jour, il n’y a toutefois aucun contrat, convention ou arrangement entre SCOR et Converium par rapport à l’Offre.

4. Intentions des actionnaires détenant plus de 5 % des droits de vote

Excepté pour SCOR, qui a déclaré ses intentions dans son Offre, le conseil d’administration ignore quelles sont les intentions des actionnaires détenant plus de 5 % des droits de vote dans Converium.

Converium a été informée par Patinex le 19 février 2007 que Patinex avait réduit sa participation dans Converium à un niveau inférieur à 5 %.

5. Mesures de Défense

A ce jour, le conseil d’administration de Converium n’a pris aucune mesure de défense et n’a pas prévu de mesures de défense particulières. Le conseil d’administration argumente toutefois fortement en faveur de sa position et n’exclut pas de prévoir et prendre des mesures de défense dans le futur. Le conseil d’administration est convaincu que les actionnaires, au vu du potentiel de valeur de Converium en tant qu’entité indépendante, refuseront l’Offre non sollicitée de SCOR.

6. Rapports Financiers

Le rapport annuel de Converium pour 2006 peut être téléchargé sur le site internet de Converium (http://www.converium.com/media/20070410_Conv_2006_AR.pdf). Le rapport bisannuel est également disponible sur ce site (http://www.converium.com/media /20060807_Conv_2Q2006_HYR.pdf). Le patrimoine, les conditions financières, la rentabilité et les perspectives commerciales de Converium n’ont pas changé de manière substantielle depuis la publication du dernier rapport annuel.

Il est prévu de publier les résultats du premier trimestre le 19 avril 2007.

Zug, le 12 avril 2007	Pour le conseil d’administration
	Dr. Markus Dennler Président du conseil d’administration



Cette publication contient certaines affirmations se rapportant au futur, telles que des affirmations utilisant les mots «pense», «prévoit», «part de l’idée», «escompte», «est d’avis», ou des expressions similaires. De telles affirmations se rapportant au futur sont sujettes à des risques connus et inconnus, des incertitudes, et d’autres facteurs pouvant conduire au fait que les résultats, la situation financière, le développement ou la performance de la Société effectifs varient de manière substantielle par rapport à ceux sur lesquels se fondent ces affirmations de manière expresse ou implicite. Au vu de ces incertitudes, le lecteur ne devrait pas se fier à de telles affirmations se rapportant au futur. La Société ne prend aucun engagement de réévaluer ces affirmations se rapportant au futur ou de les adapter à des événements ou développements futurs.